



– POUR DIFFUSION IMMÉDIATE –

## **Le Canada n'a toujours pas clarifié ses intentions quant au financement de l'UNRWA**

Montréal, 28 janvier 2010 – Quelques semaines après les annonces initiales, le Canada refuse de préciser ses intentions quant à son financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Plus de deux semaines après qu'un article du *Jerusalem Post* ait cité Vic Toews, le président du Conseil du Trésor du Canada, affirmant que [notre traduction] « l'aide [à l'UNRWA] sera redirigée vers “des projets spécifiques de l'Autorité palestinienne qui vont garantir la responsabilisation et favoriser la démocratie à l'intérieur de l'Autorité palestinienne” », l'Agence canadienne de développement international (ACDI) n'a pas encore émis de communiqué pour clarifier la situation.

L'article du *Jerusalem Post*, publié à l'origine dans le *Winnipeg Jewish Report*, affirme que Toews était à ce moment en réunion avec des responsables de l'Autorité palestinienne pour le compte de Bev Oda, la ministre canadienne de la Coopération internationale. Bien qu'un certain nombre d'affirmations contenues dans l'article puissent porter à confusion, il n'en demeure pas moins qu'il a clairement indiqué des changements troublants au niveau du financement de l'UNRWA par le Canada. Depuis la publication de ce premier article, Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJP MO) a pu identifier un certain nombre de changements importants dans le financement du Canada.

Premièrement, les contributions du Canada à l'UNRWA sont en baisse considérable sous l'administration actuelle. Le Canada a donné seulement 20 millions de dollars à l'UNRWA en 2009, en baisse par rapport aux 28,5 millions de dollars en 2008 et aux 32 millions de dollars en 2007. Deuxièmement, la contribution totale du Canada pour 2009 a été versée au fonds d'urgence de l'UNRWA; pour la toute première fois, le Canada n'a alloué aucune somme au fonds général de l'UNRWA. Cette désignation de fonds empêche l'UNRWA d'utiliser l'argent canadien pour soutenir ses programmes de développement humain en Jordanie, en Syrie et au Liban. Enfin, le Canada a spécifiquement affecté 15 millions de dollars de sa contribution de 2009 à la sécurité alimentaire et l'assistance en espèces seulement.

« Les changements dans le financement de l'UNRWA par le Canada devraient être un motif de grande préoccupation », a annoncé Thomas Woodley, le président de CJP MO. « Il y a clairement une tendance nette à la baisse de manière générale et une minimisation du soutien envers les programmes de développement humain de l'UNRWA ». L'UNRWA gère une variété de programmes dans les domaines de la santé, l'éducation, l'assistance et les services sociaux et la micro-finance. De nombreuses analyses sur le travail de l'UNRWA avec les réfugiés palestiniens ont constaté que l'agence a un effet stabilisateur auprès des réfugiés, favorisant les valeurs démocratiques. « Si le gouvernement actuel a l'intention d'éliminer le soutien envers l'UNRWA, ce serait désastreux pour les réfugiés palestiniens et complètement en décalage avec les désirs de la vaste majorité des Canadiens », a affirmé Woodley. CJP MO a également estimé qu'il était étrange que la nouvelle orientation du Canada quant au financement de l'UNRWA ait d'abord été annoncée à un public israélien plutôt qu'au public canadien.

Des responsables de l'UNRWA ont admis à CJP MO avoir été surpris de la récente décision du Canada et ont déclaré que celle-ci était survenue « sans contexte », d'autant que les derniers 15 millions pour 2009 ont été versés seulement à la mi-décembre. Les responsables de l'UNRWA savaient que les fonds versés à leur organisme étaient actuellement sous examen dans le cadre du processus d'examen de l'efficacité des mécanismes d'exécution de l'aide multilatérale du Canada, mais s'attendaient à une considération favorable étant donné la façon dont la programmation de l'UNRWA s'harmonise bien avec les priorités annoncées par le Canada.

**À propos de CJPMO** – *Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) est une organisation séculière, sans but lucratif, regroupant des hommes et des femmes d'horizons divers qui œuvrent pour que la paix et la justice renaissent au Moyen-Orient. Elle a pour vocation de responsabiliser les personnes d'influence à traiter les protagonistes avec équité et à favoriser l'essor durable et équilibré de la région.*

Pour plus d'informations, contactez Grace Batchoun au 514-745-8491 ou [grace.batchoun@cjpmo.org](mailto:grace.batchoun@cjpmo.org).  
Canadiens pour la justice et paix au Moyen-Orient

[www.cjpmo.org](http://www.cjpmo.org)

Ce communiqué de presse peut être reproduit, en totalité ou en partie, sans autorisation.